

Paris, le 12 janvier 2017

Avec le projet « 2017-2027 », France Stratégie souhaite analyser les enjeux de la prochaine décennie, examiner les grands choix qui s'imposent au pays et les orientations qui s'offrent à lui. Après la publication de 13 notes d'enjeux, France Stratégie présentera d'ici le mois de février une quinzaine d'actions critiques. Ce nouvel exercice vise à éclairer le débat en amont de l'élection présidentielle en offrant, sur une quinzaine de questions, des options pour des actions à conduire au cours des prochaines années.

La transition lycée-enseignement supérieur

Trois problèmes majeurs rendent nécessaire de repenser la transition entre le lycée et l'enseignement supérieur :

- ✓ le déficit français en matière de compétences nécessaires pour le marché du travail de demain est pointé du doigt dans de multiples enquêtes internationales ;
- ✓ Même s'il est inférieur à la moyenne de l'OCDE (32 %), l'échec est important, : 20 % des étudiants ayant commencé des études supérieures en sortent sans avoir obtenu de diplôme. De même, les difficultés d'orientation sont fréquentes : seulement 40 % des étudiants de licence, après une première année d'études, poursuivent directement en 2^e année dans la même formation ;
- ✓ enfin, les inégalités sociales d'accès aux diplômes sont encore fortes.

Plusieurs facteurs, qui se cumulent, expliquent ces difficultés. Les étudiants sont mal informés sur les choix qui s'offrent à eux et certaines procédures de sélection détournent une partie des bacheliers de parcours qui leur correspondrait davantage. Les enseignements du lycée sont tournés vers la préparation du baccalauréat sans suffisamment prendre en compte les réquisits du supérieur. La transition entre le secondaire et le supérieur est souvent brutale tant les méthodes pédagogiques demeurent différentes, ce qui entraîne un risque supplémentaire d'échec pour les étudiants les moins autonomes.

Deux stratégies de transformation de l'architecture du système éducatif pour une meilleure articulation entre le lycée et le supérieur sont envisageables ; l'une qui répare les difficultés les plus criantes ; l'autre qui ambitionne de reconstruire l'ensemble des parcours de formation.

Quelle que soit l'option choisie, il est important de revoir l'information et l'aide à la décision des étudiants et des familles : ses défaillances sont aujourd'hui un facteur important d'échec et d'inégalité.

Option 1 : Créer des parcours intégrés secondaire-supérieur

Cette option vise à construire ou à développer des parcours de formation intégrés, à cheval sur les deux cycles. En parallèle aux filières sélectives longues, il s'agirait de renforcer les

filières professionnelles de niveau Bac + 2 et Bac + 3 et d'en garantir l'accès aux bacheliers issus des filières professionnelle et technologique. Des licences professionnelles (en 3 ans) au sein des universités ou dans certains lycées, proposées également aux bacheliers généraux, seraient créées. Enfin, les élèves souhaitant poursuivre dans les formations générales non sélectives de niveau licence devraient passer un test de positionnement durant la Terminale au lycée afin de leur apporter des réponses personnalisées : accompagnement renforcé, mise à niveau, orientation...

Option 2 : Permettre aux élèves de construire leur parcours à la carte

Avec la deuxième option, les étudiants pourraient construire leur propre parcours à partir de modules de formation au terme desquels les compétences acquises par l'étudiant seraient clairement identifiées. On romprait ici avec la logique des filières segmentées en sections. Dans ce schéma, une réforme profonde du lycée et du premier cycle du supérieur devrait être envisagée.

Au lycée, les élèves suivraient des modules de formations jugés indispensables à une formation générale commune à l'ensemble de la filière choisie. Progressivement, des modules de spécialisation seraient ajoutés. Le changement de filière serait facilité. Cette plus grande souplesse des parcours s'accompagnerait du développement de lycées polyvalents proposant à la fois les filières générale, technologique et professionnelle. Le baccalauréat deviendrait alors une certification intermédiaire : il serait validé en contrôle continu avec la possibilité de maintenir des épreuves finales sur un nombre limité de matières.

Au sein du supérieur, les formations seraient également structurées en modules. Le nombre de spécialités en début de parcours serait fortement réduit, afin que le changement ne soit pas trop important pour les élèves entre le lycée et l'enseignement supérieur. La première année du cursus licence deviendrait une année de préparation aux études supérieures. Les étudiants choisiraient les modules en fonction des requis nécessaires pour poursuivre telle formation ou telle spécialité. Les résultats obtenus durant cette première année permettraient d'orienter plus précisément les étudiants.

L'État devrait veiller à la lisibilité des parcours pour les futurs recruteurs sur le marché du travail, avec une identification claire des compétences acquises par les étudiants. Par ailleurs, un corps enseignant commun aux lycées et aux établissements d'enseignement supérieur serait créé pour mieux assurer la continuité.

Téléchargez la note « La transition lycée-enseignement supérieur » [sur notre site internet.](#)

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

 @Strategie_Gouv

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr



France Stratégie a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.